

Réunion des 9 organisations de retraité·es Compte-rendu INTERNE du 11 juin 2026

La réunion s'est tenue dans les locaux du SNES-FSU, de 14 h 30 à 16 h 30. Sept organisations étaient présentes (CGT, FO, CFTC, FSU, Solidaires, FGR-FP, Ensemble & Solidaires), CFE-CGC (en congrès confédéral) et LSR étaient excusées. L'UNIRS Solidaires était représentée par Anne Millant et Patrice Perret. Ce compte-rendu interne et complet permet de connaître les positions des différentes organisations.

Ordre du jour prévu :

- point sur l'actualité,
- actions à définir pour la rentrée sociale,
- point sur les « maisons France Autonomie »,
- Questions diverses.

Point sur l'actualité

La FSU, organisation invitante, introduit la discussion en présentant son analyse de la situation. Elle excuse les deux organisations absentes, elle précise que la représentante habituelle de la CFTC n'a pas été réélue au congrès et qu'elle est remplacée. La FSU n'insiste pas sur les conditions terribles des guerres internationales. Les guerres augmentent l'inflation qui a des conséquences sur la population, de 6 à 14% selon E. Leclerc. Le pouvoir d'achat et l'indexation des pensions font partie de nos revendications. L'annonce des 6 milliards d'économies sera revue à la hausse par le gouvernement, notamment pour les services publics et les dépenses sociales. Un économiste libéral sur France Inter a mis en avant une mesure facile pour économiser 16 à 18 milliards d'euros, la désindexation des pensions. Mais rien n'est prévu pour faire payer les riches et les grosses entreprises qui font 5 milliards de profit en un trimestre. Le prochain budget diminue les budgets de l'écologie, du ministère du travail, de la recherche, de l'emploi, mais pas les dépenses militaires qui vont augmenter.

Le Monde révèle une enquête du Cevipof sur les préoccupations qui sont la santé, le pouvoir d'achat, le travail, l'éducation, et non la sécurité, la défense nationale que le gouvernement met en avant. Nous subissons l'augmentation des licenciements, la réduction des droits des personnes qui subissent le chômage, le blocage des rémunérations, l'absence de coup de pouce au SMIC qui n'a été revalorisé que de 2,41 % ...

Les personnes retraitées seront au centre des débats dans la présidentielle, elles seront accusées de coûter très cher. Il faut augmenter les recettes de l'assurance vieillesse et défendre la retraite par répartition. Le 14 octobre se tiendra le CA de l'Agirc-Arrco qui aura des conséquences lourdes, un projet de fusion avec la CNAV aurait pour conséquence de mettre la main sur le magot de l'Agirc-Arrco. Pour la fonction publique, les fonctionnaires et leur retraite sont particulièrement ciblés, le code des pensions civiles et militaires est menacé. Le 6 juillet, les négociations salariales commenceront avec un refus du gouvernement de revaloriser les salaires.

Financement de la Sécu : une mission de 6 mois, sur la place de l'assurance maladie et des complémentaires, se terminera fin juillet. La soutenabilité des dépenses de soins est questionnée.

La loi Grand Âge est oubliée, la ministre de la Santé a des propos démagogique, l'envoi d'un SMS à chaque patient sur le coût de sa consultation médicale et le remboursement de la Sécu, c'est le traçage des dépenses.

La FSU propose un plan d'action à la rentrée, contre les PLF et PLFSS entre octobre et décembre, elle propose une manifestation nationale à Paris qui permettrait un rendez-vous national avec une visibilité importante.

La CGT remercie pour l'introduction qui rappelle que les retraité·es sont toujours la cible. Les mobilisations ont permis un recul momentané, mais le gouvernement n'a pas changé de cap. Sur les 6 milliards d'économies supplémentaires, 2 sont prévus sur les dépenses sociales. Ils sont déjà dans les présidentielles.

Quelles réponses des retraité·es ? Le mouvement social et les revendications ! L'arrivée du RN aux portes du gouvernement est inquiétante, leurs maires s'attaquent au mouvement syndical, expulsent des locaux syndicaux. La CGT porte aussi une action à l'automne sur le pouvoir d'achat, la santé, les services publics, les retraites complémentaires de 13 millions de de retraité·es de l'Agirc-Arrco qui ont connu une année blanche en 2026. La CGT propose deux temps de l'action. D'abord le 14 octobre sur la retraite complémentaire où le patronat accepte de puiser dans les réserves pour les pensions, à condition d'utiliser aussi les réserves pour l'exonérer des cotisations sociales... L'Accord national interprofessionnel doit être signé en 2027, il pourrait prolonger la désindexation de 0,4 point des pensions. Il faudrait des mobilisations partout, devant les locaux du Medef, puis une mobilisation en novembre sur le PLFSS. Tous les retraité·es doivent pouvoir participer à la manifestation sur Paris, pour montrer au gouvernement que les retraité·es ne baisseront pas la tête.

La CGT propose d'élargir la manifestation à d'autres organisations syndicales (la manif, pas le G9) : les inviter. Il faudrait inviter les autres organisations, sur nos revendications, pour au moins en discuter, dans le but de peser davantage, malgré nos différences avec la CFDT, avec qui ça ne se passe pas bien dans les entreprises. Il est important que tous les retraité·es soient dans la rue.

Solidaires revient sur le pouvoir d'achat, l'augmentation (amplifiée par les guerres) des dépenses contraintes : pétrole, gaz, alimentation via les engrais. Le pouvoir d'achat doit rester présent dans nos mobilisations.

Le dérèglement climatique a provoqué une période précoce de fortes chaleurs, ce que les personnes âgées supportent moins.

Les 6 milliards supplémentaires d'économies visent les services publics et la Sécu dont les retraité·es ont fortement besoin. Le gouvernement a supprimé l'exonération des cotisations patronales pour les aides à domicile de 350 000 personnes âgées de 70 à 80 ans.

Le climat international de guerres impérialistes, que les populations vont payer, provoque une politique sécuritaire, un régime autoritaire, l'affaiblissement des contre-pouvoirs (tentative de remise en cause des CESER, prise de pouvoir sur le COR par un économiste libéral macroniste qui pousse l'idée de reculer l'âge de départ en retraite, idée reprise par la presse alors qu'elle ne figure pas ainsi dans le rapport).

Répression : nous soutenons le militant de la FGR-FP perquisitionné, mis en garde à vue, alors qu'il n'a rien fait d'illégal. Des maires RN suppriment le local syndical, la fête annuelle de la CGT a été interdite en Moselle, le maire d'Hénin-Beaumont a suspendu de la fonction publique, sans versement de salaire, deux militants Solidaires des collectivités territoriales. Notre syndicalisme est en danger, il serait opportun que les retraité·es se manifestent pour le droit syndical, montrent leur intention de le défendre, dénoncent les organisations qui prétendent défendre les salarié·es et qui nous attaquent, remettent en cause les OS.

Solidaires est d'accord avec la proposition des deux actions, ainsi que sur le fait de contacter les autres OS et associations pour la manifestation nationale, sur les bases du G9.

Pour Ensemble & Solidaires, la guerre sert le capital, le pouvoir s'en sert pour gagner de l'argent. L'environnement est oublié par le gouvernement qui recule sur les pesticides. Des structures privées associatives remplacent les hôpitaux, elles sont vétustes et reçoivent des subventions de l'État. L'autonomie est oubliée, il n'y a pas de loi grand âge. Les CDCA n'ont pas de budget, pas d'investissement de rénovation, ... la situation sera catastrophique dès 2030 avec l'explosion du nombre de retraité·es.

La CGT insiste aussi sur la répression, une cellule nationale de veille de la CGT, sur les municipalités RN, recense les griefs et la répression dès le lendemain de l'élection du RN. La CGT confirme le refus d'une fête annuelle, pour éliminer du paysage les OS, elle ajoute des refus de manifs au 1^{er} mai, en conséquence, elle approuve totalement l'idée d'une expression du G9. L'UCR mène campagne contre l'extrême-droite, les retraité·es sont concernés par la répression.

La FSU rappelle que 40 % des fonctionnaires sont polypensionnés et que ça augmente. Elle est concernée par les retraites complémentaires. Qu'est-ce que c'est de vivre dignement à la retraite, avec quel niveau de pension, la FSU est sur le même projet. Des commentaires font dire au COR ce qu'il ne dit pas, la réalité du COR, c'est que le système est viable jusqu'en 2045. Une exploitation dévoyée du rapport du COR a pour objectif de faire peur. La FSU est tout à fait d'accord sur le principe d'un projet d'expression écrit par Solidaires, car des camarades sont attaqués. On ne peut pas s'exprimer sur la situation en tant que syndicaliste sans être pris à partie par les médias et le patronat. Les libertés publiques sont menacées. Elle signera l'expression commune que proposera Solidaires.

La FGR-FP est d'accord sur toutes les actions proposées. Elle informe d'une importante répression syndicale dans le 93, des militants CGT sont arrêtés, extirpés des manifestations, embarqués. Même chose dans la vallée de la Roya. Dans un gros délire, un procureur s'en prend à notre militant Gérard qui a seulement hébergé un sans papier, elle envisage une action devant le tribunal le 18 septembre, jour de sa convocation au tribunal. Les médias sont là pour faire le sale boulot, de la désinformation complète sur les retraites, sur des économies partout et pas sur l'argent qui part en fumée. Nous devons être à l'offensive.

Le Pôle des retraités se montre très préoccupé par le pouvoir d'achat, il est content des explications que l'on peut leur donner.

La CGT approuve un communiqué sur le bâillon, l'interdiction de s'exprimer, la remise en cause des libertés syndicales. Elle constate une accélération sur le sujet, des sanctions, des gardes à vue après une arrestation au domicile à 6 h du matin. On a tous des exemples de répression.

Ensemble & Solidaires est d'accord même si elle n'est pas un syndicat. En tant qu'association, nous devons faire allégeance à la République et signer un engagement de respect de la République.

FO note la proposition de la FSU d'expression sur la répression et propose d'y ajouter la guerre sur laquelle la CSI et la CES insistent : le rapport de la CSI montre la dégradation dans le monde des droits des syndicalistes, nous sommes au plus bas de l'indice qui mesure ces droits, depuis que l'indice existe. Cette dégradation a commencé avec la covid. FO est d'accord pour un communiqué sur la répression et la guerre dont la classe ouvrière fait les frais. C'est pour faire la guerre qu'on tape sur les syndicats et le pouvoir d'achat. Les chaînes Bolloré

et compagnie matraquent sur le coût trop important des retraités.

FO partage les propos sur le COR et ajoute l'article d'Alter éco sur Gilbert Cette qui a mis fin aux travaux scientifiques, qui s'exprime au nom du COR qui n'est plus un instrument scientifique.

Au sujet de la mobilisation, FO met un bémol à celle concernant l'Agirc-Arrco car dans FO « c'est l'affaire des actifs » sauf sur l'utilisation des réserves financières des retraités... Les instances de FO décideront, la CE de l'UCR-FO en discutera, car il s'avère difficile de manifester sous les fenêtres des administrateurs en réunion. Les congrès des confs ont mis fin au streaming pour ne pas montrer publiquement les empoignades sur ces questions de signature d'un accord qui pose un problème de fond, soit on ne signe pas pour refuser de cautionner l'exonération des cotisations patronales, soit on signe pour prendre ce qui peut l'être, ce sont les instances qui décideront. On nous fait les poches, mais les instances décideront. Pour la deuxième action concernant les PLF et PLFSS, nous sommes d'accord sur le principe, pour discuter ici du principe, puis décider à 9 de la date. Agir avec la CFDT ? Il faut lire ses écrits... on n'a jamais interdit pas qu'elle se mette derrière nos cortèges, mais nous ne voyons pas beaucoup de points communs, une action commune n'est pas gagnée. FO rappelle qu'elle a proposé une réaction sur les Maisons France Autonomie.

Pour la FSU, le 14 s'impose, c'est la date imposée, choisie pour la réunion du CA de l'Agirc-Arrco. À la rentrée, nous avons besoin de mobiliser les équipes et d'être dans les actions que décideront les actifs. Il faut le temps de mobiliser, de convaincre les équipes. La proposition de manifestation nationale fait consensus ? On peut préciser la période et l'annoncer ? La FSU a voté un plan d'action pour nos revendications et nous installer dans la durée du mouvement social. Elle propose la deuxième quinzaine de novembre, qui vient après les vacances scolaires.

Nos mobilisations ont fait reculer le gouvernement, le G9 a résisté et ça a porté ses fruits. Les Présidentielles arrivent, nous devons imposer un rapport de forces de conquêtes sociales.

La CGT insiste sur l'unité, le nécessaire affichage de l'ensemble du monde retraité, important vis-à-vis du gouvernement pour peser. La conférence sur l'emploi en cours semble vouloir convaincre les retraités de rester dans l'emploi (emploi/retraite). Nous sommes un pays de bas salaire, le salaire en dessous de 1,6 fois le SMIC est exonéré de cotisations sociales, ce manque déséquilibre les comptes et sert de prétexte à casser notre système de protec-

tion sociale. On n'a plus les moyens de se soigner, les personnes âgées sont délaissées par l'hôpital. Nous sommes un coût. Il faut un mouvement de grande ampleur à Paris. Nous n'avons rien volé.

Nous avons plusieurs semaines devant nous pour nous appuyer sur du concret. Toutes les orgas (sauf FO) sont venues à notre congrès confédéral. Des actions se mènent sur les salaires : à la SNCF hier avec 1 cheminot sur 2 en grève, où l'intersyndicale va discuter des suites. Le 16, rassemblement à l'Assemblée pour le 1^{er} mai ; le 18, les journalistes ; le 21, appel à la citoyenneté contre le racisme ; les mobilisations de défense de l'emploi ; le 25, la santé et les aides-soignantes (avec soutien des retraité·es)... tout cela donne confiance. Le 14 n'est qu'une étape, on y invite tout le monde, car toutes les délégations des OS y seront.

Il y aura des réticences sur une manifestation nationale, mais ça suivra. On peut déjà inscrire l'objectif dans la tête. Les annonces à venir vont réveiller des consciences. Il faut des actions, des tracts particuliers et d'autres communs.

Nous sommes regardés dans l'Europe. Le congrès FERPA se tiendra début 2027, on milite pour la reconnaissance d'une retraite européenne supérieure au seuil de pauvreté. La réforme des retraites passée

au 49.3 a été abandonnée, mais elle revient à l'occasion des présidentielles.

La FGR-FP rappelle que, selon le gouvernement et son discours officiel, les retraité·es sont riches, il faut déconstruire ce discours. On se défend par ce qu'on n'est pas riches.

La FSU insiste sur les sujets acquis :

- Le projet de manifeste sur la répression est à élargir à la question de la guerre comme prétexte à la répression et à l'austérité (raidissement en matière de liberté et de démocratie). Solidaires envoie un projet.
- Maisons France Autonomie : le G9 s'empare du projet de FO, met l'accent sur l'abandon de la loi grand âge, dénonce la vétusté non réglée des Ehpad, l'absence de construction d'Ehpad publics, ce qui permet la montée du privé. Chaque organisation écrit pour élargir, amender ce projet.
- Élargir la manifestation de novembre au-delà du G9 ? La CGT rédige un projet de courrier pour proposer une rencontre aux autres OS et associations pour discuter, sur notre tronc commun à définir avant.

Relevé de décisions adopté par les personnes présentes à la réunion

La réunion s'est tenue dans les locaux du SNES-FSU, de 14 h 30 à 16 h 30. Six organisations étaient présentes (CGT, FO, FSU, Solidaires, FGR-FP, Ensemble & Solidaires), tandis que CFE-CGC (en congrès) et LSR (indisponible) étaient excusées, ainsi que la CFTC qui a suspendu sa participation et est en train de mettre en place son équipe après son congrès.

La discussion sur l'actualité sociale montre de grandes inquiétudes quant à l'avenir avec les « économies » annoncées, notamment sur les services publics et les dépenses sociales, avec la petite musique des 16 à 18 milliards d'euros que rapporterait le gel des pensions, avec l'inflation des produits de première nécessité qui augmentent dans une économie de guerre, avec l'enterrement de la loi Grand-Âge et les difficultés de l'aide à domicile et des Ehpad, avec l'augmentation de la répression des organisations syndicales, ... Les organisations présentes décident :

- **Un premier moment d'action le 14 octobre**, jour de la réunion du conseil d'administration de l'Agirc-Arrco où le gel des pensions complémentaires menace ... sauf si un accord accepte d'exonérer de cotisations sociales le patronat, en puisant dans les réserves. FO consulte ses instances, les autres organisations approuvent le principe.

- **Une action nationale, qui pourrait prendre la forme d'une manifestation nationale à Paris dans la deuxième quinzaine de novembre**, en pleine période des discussions sur les PLF et PLFSS et les « économies » à réaliser, dont celles que nos mobilisations ont repoussé l'année précédente. Le G9 a la volonté de montrer la mobilisation de tout le monde retraité, il déterminera son tronc commun de revendications et invitera d'autres organisations, dont Cfdt et Unsa, à venir en discuter. La CGT rédige un projet d'invitation.
- **Une expression sur l'augmentation de la répression et le lien avec le développement des guerres** au détriment des populations. Solidaires envoie un projet que les autres organisations amèneront.
- **Un communiqué sur les Maisons France Autonomie**, l'abandon de la loi Grand-Âge et les difficultés de tout le secteur de l'aide à l'autonomie. Le projet de FO est à amender par les autres organisations.
- **Une réunion le mardi 8 septembre** dans les locaux de Solidaires pour concrétiser toutes ces décisions et préparer les étapes des mobilisations.